

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

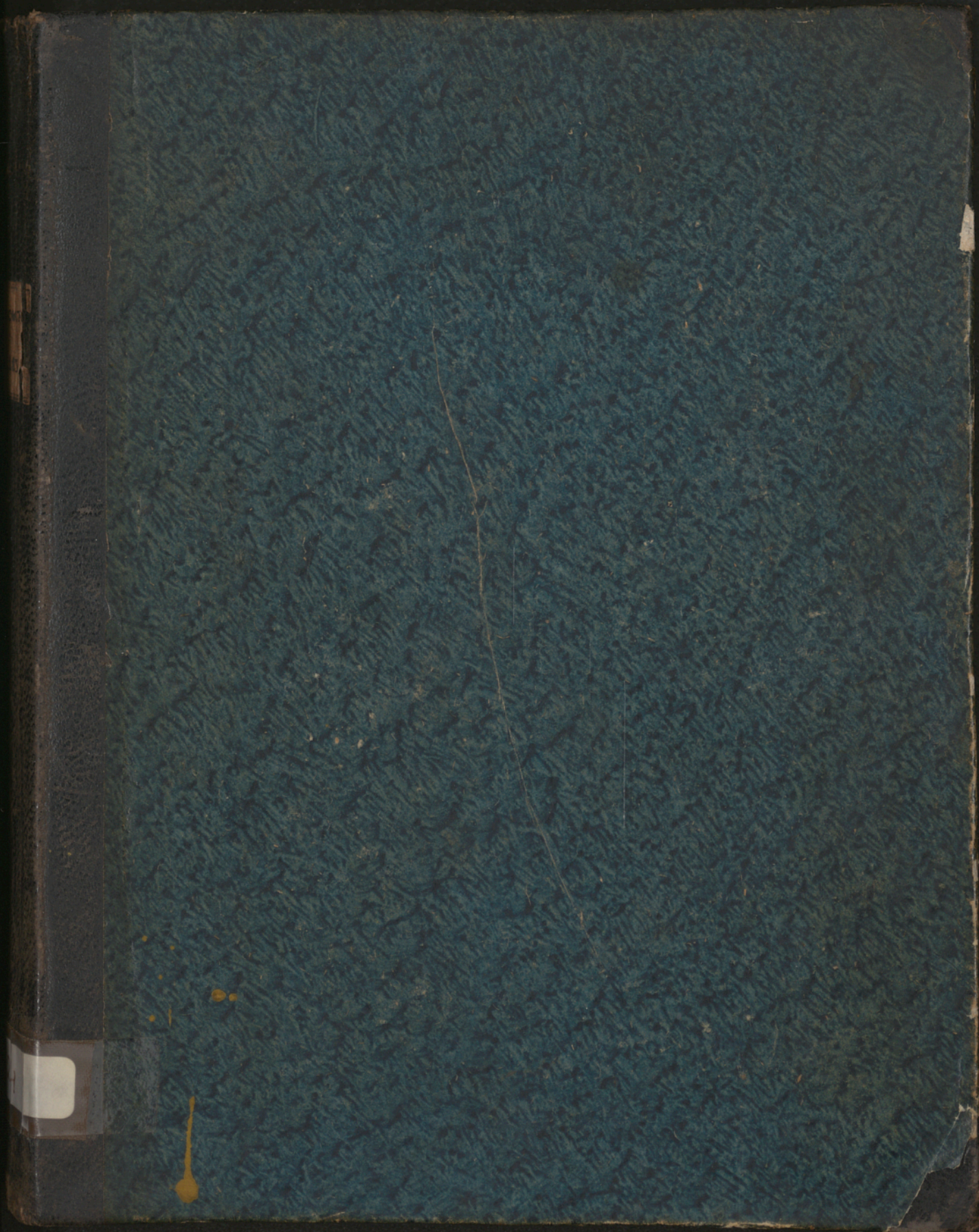
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





lib
10. 10.

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
	Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
	Etienné, docteur en droit	3.
Bourbeau. professeur à Poitiers.	Laplace	3.
	Cabantous	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

M. M.	MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Rau. professeur à Strasbourg.	Laplace	3.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, sup ^t à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, sup ^t à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, sup ^t à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
Machelard, sup ^t à Caen.	Cauvet, idem . . .	7.	



Supplément de Paris

1^{re} liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris, de Paris, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Colinet, de Paris	4
Colinet, de Paris	4

2^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4



Supplément de Paris

M. M. Guarinos, de Paris	5
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

Supplément de Paris

M. M. Guarinos, de Paris	5
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

Supplément de Paris

M. M. Guarinos, de Paris	5
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

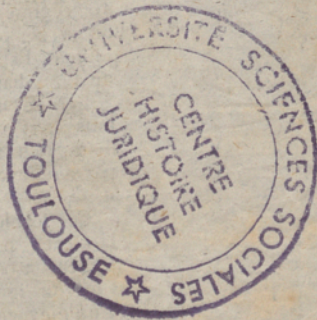
Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoir de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le réglemeut de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s

M. DE LAROCHEJAC

de l'enseignement.

L'ordre du jour est la

latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE F

rie d'exposé à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendeme

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l'

l'amendement de M.

de la discussion du c

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l'

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

clausifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet e

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la c

quelques arguments no

M. de Lamartine, j'ai

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à

2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp

place. (Ecoutez !)

C'est un célèbre banquier

les receveurs généraux

tration sait manier ha

tirer un avantage imm

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernement

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

Res Q24/8

JUDICABUNT.

THESIS

VV. DD.

AD TITULUM DIGESTORUM

DE PACTIS,

(SEU BREVIS EXPOSITIO PRINCIPIORUM GENERALIUM NECNON
QUESTIONUM PRÆCIPUARUM QUÆ VERSANTUR CIRCA
COMMENT. EDIC. PRÆT. DE PACTIS)

Quæ competitorum publicis disputationibus sub jicietur et lueri conabitur,

Deo Duce et Auspice Deiparâ,

pro unâ vice-cathedrâ in consultissimâ Juris Facultate Tolosânâ
vacanti ,

ARGUMENTABUNTUR.

GUST. BRESSOLLES,

JURIS DOCTOR.

DD.

Die tertiâ juli, horâ post meridiem secundâ

AUZIES,
MOLINIER
BEZY.

RODIERE,
GASC.

Juris doctores.

les 23-18

THESIS

AD TITULUM DIGESTORUM

DE PACTIS,

(SUI BREVIS EXPOSITIO PRINCIPIORUM GENERALIUM RECTOR
QUESTIONUM PRINCIPALIUM QUE VERBANTUR CINGA
COMMENT. EDIC. PRÆT. DE PACTIS)
Sui compendiosum prædictis principibus et iuris consuetudinibus

Pro Duce et Auspice Dignetur,

pro una vice-cathedra in consultiatissima Iuris Facultate Tolosana
vacandi,

GUST. BRESSOLLES,

IURIS DOCTOR.

Die tertio idus, post meridiem secundam

JUDICABUNT.

VV. DD. CC.

GARRISSON, scholarum juris inspector generalis, Præses in
curiâ regiâ Tolosanâ, Legionis honoris Eques, *Præses certaminis.*

DELPECH,
FERRADOU,
LAURENS,
BENECH,
CHAUVEAU, Legionis
honoris Eques.

In consultissimâ ju-
rium facultate Tolosanâ
antecessores

RESSIGEAC, Legionis honoris Eques, in regiâ
curiâ Tolosanâ advocatus regius.

PECH, Legionis honoris Eques
DEJEAN,
DARNAUD.

In eâdem curiâ
Consiliarii.

DE PACTIS.

ARGUMENTABUNTUR.

DD.

AUZIES,
MOLINIER,
BEZY,
MASSOL,
RODIÈRE,
GASC.

Juris doctores.

I. Ait prætor: *Pacta con-
versis leges, plebiscita, senatus
que frons cui eorum fiat, facta*

Hujusce edicti partis explanatio nobis incumbit in hæc Thesi,
cujus duas partes erunt, una de principis generalibus; altera de
questionibus præcipuis.

JUDICABUNT.

VV. DD. CC.

GARRISSON, scholarum juxta inspector generalis, Præses in
curia regia Tolosana, Legionis honoris Eques, Præses curiarum.

In consiliis in- rim facultate Tolosana antecessores	DELPECH
	FERRADOU
	LAURENS
	BENECH
	CHAUVEAU, Legionis honoris Eques.
	RESSIGEAC, Legionis honoris Eques, in regia curia Tolosana advocatus regius.
In eadem curia Consilarii.	BECH, Legionis honoris Eques
	DEJEAN
	DARNAUD

ARGUMENTABUNTUR.

DD.

Juri doctores.	AUZIES
	MOLINIER
	BEZY
	MASSOL
	RODIÈRE
	CASC.



THESES

AD

Titulum Digestorum

DE PACTIS.

(ff. lib. 2. tit. XIV. Cod. lib. 2, tit. III.)

I. Ait prætor: *Pacta conventa quæ, neque dolo malo, neque adversus leges, plebiscita, senatusconsulta, edicta principum, neque quo fraus cui eorum fiat, facta erunt, servabo.*

Hujusce edicti partis explanatio nobis incumbit in hâc Thesi, cujus duæ partes erunt, una de principiis generalibus; altera de quæstionibus præcipiis.

PARS I.

Principia generalia traduntur.

II. Circa hoc prætorianum Edictum duo principaliter quærentur: 1º. Quid hîc servare polliceatur Prætor; 2º. Quomodo promissa sua teneat.

CAPUT I.

Quid servare polliceatur Prætor.

III. Ait Prætor: *Pacta servabo*; undè venit explicandum, 1º. Quid sit Pactum; 2º. an Prætor omnia servet pacta.

SECTIO I.

Quid sit Pactum.

IV. *Pactio* (*actus*) vel *Pactum* (*jus à pactione*), quæ sæpissimè alterum pro altero usurpantur, nihil aliud est quàm duorum vel plurium in idem placitum consensus; et ità, cùm dicitur *nihil aliud est etc.*, oritur differentia notabilis inter pactum et contractum cui, præter hunc consensum, adjici debet *causa civilis* diversa secundum illius speciem; cùm verò dicitur iterùm *duorum* vel *plurium*, oritur et differentia cum pollicitatione quæ *solius* est offerentis promissio.

V. Multiplices autem notantur pactorum species: dividuntur enim in *publica* et *privata*, *nuda* et *non nuda* (quod forsan abusivè), *legitima* et *prætoria*, *in rem* et *in personam*: cujusque speciei naturam, definitionem et effectum infrà congruentiùs indicabimus.

VI. Hîc sufficiat tantùm dicere, cùm simpliciter in jure sit *pacti* mentio, nudum intelligi, quod locum habet in nostro titulo, ubi principia solùm generalia de pactis traduntur, specialibus verò regulis in aliis titulis longè remissis, ut videre est ff. lib. 23. tit. 4. de *pactis dotalibus*. cod. lib. 4. tit. 54. de *pactis inter emptorem*. lib. 5. tit. 14. de *pactis conventis tam super dotem etc.* lib. 8. tit. 35. de *pactis pign.* etc.

SECTIO II

An omnia pacta servet Prætor.

VII. Hic commentanda veniunt ista edicti verba : *Pacta quæ neque dolo malo, neque adversus leges etc.*, et quæritur hæc occasione : 1°. quis pacisci rectè possit ; 2°. de quâ re, 3°. in quâ formâ.

§. I. *Quis pacisci rectè possit.*

VIII. Cùm requiratur consensus, evidenter patet quòd : 1°. Omnes qui consentire possunt et ii tantùm pacisci queant ; verbi gratiâ, mutus, surdusve potest ; nequeunt verò furiosus et infans omnimodò, et pupillus sine tutoris auctoritate cùm deteriore suam conditionem faciat. Adhibentur autem quædam distinctiones circâ pacta servi vel filiifamiliâs, qui certissimè sibi inutiliter paciscuntur et domino vel patri non aliter quàm in speciali casu infrâ cap. 2. sect. 2. art. 2. §. 2. relato.

2°. Cùm nihil tam contrarium sit bonæ fidei et æquitati quàm dolus, vis et metus, errorve, vitiatur pactum alterutro ex his vitiis laborans, itâ ut finem suum attingere nequeat.

§. II. *De quâ re pacisci rectè possit.*

IX. Hic multæ veniunt notandæ præcisiones ; etenim res in pactum deduci nequit vel quia id superet, vel quòd suâ naturâ aut voluntate legis, omni conventioni repugnèt, vel deniquè quod respectu paciscentium nullam subire possit pactionem.

Nus. 1. *De re pactum superante.*

X. Omnibus sanè notum est illud usitatum juris axioma ex nostro titulo susceptum : *Traditionibus et usucapionibus dominia rerum, non nudis pactis transferuntur* ; hujus parcemiæ nulla est alia juridica

explicatio quàm quæ oritur ex verâ notione possessionis in jure romano.

XI. Etiam memorari debet §. 4. *Inst. de servitutibus*, cujus explicatio extrâ nostri tituli materiam versatur, sed cujus fundamentum reperitur in disquisitione historicâ et in collatione ejusdem §. cum §. 31. comm. 2 Gaii.

XII. Deniquè jus adgnationis non potest pacto recusari non magis quàm ut quis dicat *nolle suum esse*, quia civilis ratio naturalia jura non potest corrumpere.

Nus. II. *De re naturâ suâ aut voluntate legis omni conventioni repugnanti.*

XIII. Rationi congruit quid impossibile nullam parere obligationem.

XIV. Legibus verò congruit quid contrâ eas ipsas, vel bonos mores aguntur in pactis deduci non posse.

Undè sequitur:

XV. 1°. De rebus publicis et fiscalibus non aliter pacisci posse quàm secundùm juris publici vel fiscalis observationes.

XVI. 2°. De rebus autem privatis, ut pacisci possit, requiri ut sint vel futuræ sint in commercio et ut de iis pacto jus publicum aut mores boni non offendantur.

XVII. Sanè autem, inter cætera, offenderetur jus publicum si talis pactio intervenisset cum patre: *ne de inofficioso testamento querela moveretur*; item si antè delicta vel dolum admissa de non agendo pacisceretur, vel antè *vim allatam* renunciaretur interdicto *undè vi* quatenùs ad causam publicam spectat, quamvis, ut judiciosè notatur, inconveniens videatur istud pactum etiam cum de causâ privatâ tantùm agatur.

XVIII. *Secus* autem unicuique licet juri in sui favorem introducto renunciare, v. g, fori præscriptioni propter cingulum militiæ, vel dignitatis, vel etiam sacerdotii prærogativam. — *Item* liti à se institutæ.

XIX. Sanè iterum boni mores violarentur inter cætera, 1º. Si quâ conventionē testandi libertas auferetur; undè pacta de futurâ hæreditate irrita sunt, nisi sub notissimis exceptionibus, intrâ quas etiam non tollitur testanti facultas et extrâ quas graviores pœnæ irrogatæ traduntur; 2º. Pacto vulgò dicto *de quotâ litis*, sive de certâ parte quod ex eâ lite datum erit, sed non confundendo cum aliis quibusdam conventionibus figurâ illi affinibus, non verò pariter damnatis; 3º. Pacto de lusu quod aleam continet, non verò de certamine quod virtutis causâ fit, de quibus omnibus extrâ titulum meum videatis ff. lib. 2. tit. 5. cod. 3. 43. de *aleatoribus*.

Nus. III. *De re quæ respectu paciscentium in conventionē venire nequit.*

XX. Res omnis quæ naturâ suâ legi aut bonis moribus non repugnat non potest in pactum venire; generalis etenim ponitur hæc regula, duas ferè tantùm accipiens exceptiones, quòd in nudâ conventionē non aliter res aliqua venire potest quàm si ejus cui promittitur intersit.

2. III De Pactorum Formâ.

XXI. Vel agitur de exteriori solemnitate, vel de internâ conceptione.

XXII. Circâ exteriorem solemnitatem facillimè intelligitur nullam requiri nec verborum, nec scripturæ, itâ ut conveniatur et re et inter absentes, vel per epistolam, vel per nuntium, et etiam *tacitè*.

Tacitum autem pactum inducitur ex factis indubitatis quorum præcipuum notatur, si creditor debitori suo cautionem reddiderit, quo casu, et pignus liberatur remissione debiti, non autem vice versâ.

XXIII. Quoad verò interiorem conceptionem, occurrit definienda una ex jam laudatis pactorum divisio, scilicet, *in rem et in personam*.

In rem sunt quotiès generaliter paciscar *ne petam*. *In personam*, quotiès ne à personâ petam, id est, ne à *Lucio Titio* petam.

Utrùm autem *in rem* an *in personam* pactum sit non minùs ex
sed exceptionem parit.

verbis quàm ex mente convenientium æstimandum est; horum cuiusque effectum, his definitis, infrà videbimus.

Explicit prioris partis Theseos nostræ ad edictum prætorianum *de pactis* caput prius, scilicet, *quid servare polliceatur prætor*? Nunc transeundum ad posterius, *quomodo prætor promissa sua teneat*.

CAPUT II

Quomodo prætor promissa sua teneat.

XXIV. Hic explananda veniunt: 1º. Quibus modis pacta tueantur à prætore; 2º. Quinam sint effectus pacti his modis servati, et obiter quædam notabuntur de interpretatione pactorum; 3º. deniquè quandò cessent effectus illi.

SECTIO I.

Quibus modis pacta à prætore tueantur,

XXV. Generaliter respondetur, pacta, quæ in præcedenti capite definivimus, servat prætor vel *actionem* dando, vel *exceptionem*.

XXVI. Actionis autem vel exceptionis datio pendet ex diversâ pactorum naturâ; undè veniunt enucleandæ aliæ species in principio laudatæ, scilicet, *nudorum et non nudorem, legitimorum et prætoriorum*.

XXVII. *Nuda* sunt ea quæ in nudis placiti finibus consistunt, nec *causam civilem* habent; *non nuda* verò appellamus quæ hanc *civilem causam* habent; sive ex edicto prætoris, sive ex jure civili.

XXVIII. Antiquo jure romano, *omnes* conventiones in quibus nulla civilis causa esset, id est, *nuda pacta*, nullam actionem, exceptionem verò pariebant; postèa crescente juris prætorii auctoritate, quibusdam pactis ab eo concessa est actio in *personam* quandòque in *rem*, undè *prætoria pacta* dicta sunt; inter ea præcipuè numerantur: *de pecuniâ constitutâ* (ff. 13. 5. cod. 4. 18. *de const. pecun.*), *de rejurando* (ff. 12. 2. *de jurej.* cod. 4. 1. *de reb. cred. et de jurej.*); *de receptis nautarum cauponum et stabulariorum* (ff. 4. 9. *nautæ cau-*

pones etc.) et *hypotheca* (ff. 13. 7 cod. 4. 24. de *pign act.*), de quibus in titulo nostro non est disserendum.

XXIX. Accessere his novissimè alia quæ præsertim imperatorum constitutionibus, inter quas ut traditur, Constantini, Theodosii, Justinianique nostri, civiliter obligatoria facta sunt, undè *Legitima* pacta dicuntur; inter ea maximè computantur Donatio (ff. 39. 5. cod. 8. 54. de *donat.*) et varia pacta usuraria (L. 30 ff de *usuris* nov. 136. cap. 4.)

XXX. De *non nudis* autem pactis in hac Thesi nil est dicendum, sed tantùm quæritur ut redeamus ad peculiare hujus sectionis objectum, quibus modis *nuda pacta à prætore servantur?*

XXXI. Romæ dici solebat: *Ex pacto actionem non nasci*; naturalem enim tantum obligationem pariebat quæ, præsertim in pacto de *non petendo*, non aliter adversus obligationem civilem juvabatur quàm exceptionis auxilio, sive *pacti conventi et doli* quæ concurrere poterant, sive *doli* tantùm in subsidium *pacti*, ut dicitur.

Hæc est generalis regula.

XXXII. Illi verò quædam afferuntur derogationes quæ procedunt ex distinctionibus quibusdam inter *nuda pacta* ipsamet valdè notandis.

XXXIII. Cessat etenim regula, si pœnam stipuletur is cui pacto est promissum; si stipulatio placiti servandi causâ intercesserit; si traditio rei ab alterâ parte intervenerit; ratio cessationis regulæ nostræ in eo certè invenitur quòd in illis casibus *nudi pacti* propriè dicti natura conversa sit.

XXXIV. Cessat iterùm et valdè, si quibusdam adjiciatur contractibus pactum: juris autem romani principia circà pactorum adjunctionem perdifficilia inveniuntur, quæ ad sequens summarium reduximus:

XXXV. Si bonæ fidei contractui adjiciatur pactum, ex continenti, vel etiam ex intervallo cùm ad substantialia contractûs spectet, et res adhuc integra sit aut saltem facillè redintegranda, inesse contractui pactum dicitur, et ex eo competit actio eadem quàm ex ipso contractu; quod autem ex intervallo placuit et circà tantùm ea quæ ad substantiam contractûs non attinent, id, non petitionem sed exceptionem parit.

XXXVI. Si stricti juris contractui adjiciatur pactum ad augendam obligationem, v.g. de usuris præstandis, nisi in quibusdam casibus exceptis, v. g. si agatur de pecuniis civitatum ab iis creditis, non valet; ad minuendam autem parit exceptionem reo, si ex intervallo tantum adjiciatur, et, ipso jure, illum producit effectum si ex continenti adjectio facta fuerit.

SECTIO II.

De effectibus pacti servati à prætore, et obiter de ejus interpretatione.

XXXVII. Exploratis modis quibus adjuvet prætor ad servanda pacta venituri naturali viâ ad expositionem juridicam effectuum pacti servati. Tractabimus 1º. de pactorum interpretatione; 2º. de effectibus circà personas; 3º. de effectibus circà res.

ART. I.

De interpretatione pactorum.

XXXIX. Hæc sola notatur in titulo nostro regula: *Obscurum pactum nocet ei in cujus potestate fuit legem apertius scribere*, v.g. locatori venditorive.

Aliæ autem quæ vulgò traduntur circa interpretationem contractuum, pactionibus applicantur; sed extrâ materiam nostram ea ne quidem minimè indicabimus.

ART. II.

De effectibus pacti ergà personas

XL. Ergà omne pactum cùm de personis sermo habetur considerari possunt partes quæ id inierunt et alias personas, undè quæritur quid *de partibus?* quid *de aliis?*

§ I. Quid de partibus?

XLII. Videatis frontem nostri tituli ubi hæc leguntur verba: « *Quid tam congruum est fidei humanæ, quàm ea quæ inter eos placuerunt servare?* » Servantur autem inter partes modis in præcedenti Sectione indicatis

§ II. Quid de aliis.

XLII. Hic quæritur 1º. an quis de altero promittere et ei pacisci possit; 2º. an pactum aliis nocere vel prodesse possit.

XLIII. Unusquisque de se non de altero promittit, et sibi non alteri paciscitur; ita ut, si quis pactus sit *ne à se neque à Titio petatur*, illud pactum ne profuturum quidem est Titio licet postea paciscenti hæres extiterit.

Attamen alteri non videtur pacisci qui sibi et hæredi suo, nec cujus intererat pactum ad alterum trahi, nec ille qui conditionem meliorem facit ejus qui in eum potestatem habet.

XLIV. 2º Cùm quæritur an pacta aliis prodesse possint, in promptu veniunt effectus pactorum *in rem* et *in personam* suprâ definitorum.

Generale autem hoc ponitur principium: *in rem* omnibus prosunt, id est, omnibus exceptionem suppeditant, quorum obligationem esse dissolutam ejus qui paciscebatur, interfuit; *in personam* autem pactum ad alium non pertinet.

Ex illo generali principio facillimè oriuntur decisiones circà effectum pacti ergà, sive hæredes et fidejussores paciscentium; sive reum principalem et confidejussores cùm fidejussor convenerit; sive pupillum cùm tutor pactus fuerit; sive correos debendi inter se. Decisiones autem circà illa pacta ex nostro principio immediatè manant et perpaucas tantùm accipiunt exceptiones præcipuè pendentes ex placitis partium.

XLIV. Cum autem in quæstione veniat an alteri nocere pactum possit, negativè respondetur, nisi de paciscentis agatur hærede;

undè non nocet domino servi, vel patri filiifamiliàs pactum, nisi convenerint de pecunià dominicà aut patrià mutuo dandà vel de re peculiari, cum peculii liberam administrationem habuerint, creditoribus debitoris aut cohæredum ejus; mandanti, procuratoris, nisi in rem suam fuerit, vel omnium bonorum, aut mandatum ei fuerit peculiariter datum ut pacisceretur; cohæredi cohæredis; correo credendi correi; tutoris pupillo et curatoris minori.

Notatur autem maximè inter pacta quædam quæ alteri nocent, illud quod factum est cum majori creditorum hæreditariorum parte ab hærede et aliis nocet, etiam absentibus, nisi hypothecarii privilegiative sint secundum D. Marci rescriptum et dummodò intra juris observationes perfectum fuerit.

ART. III.

De effectibus pacti circà res.

XLV. Antè omnia, ait jurisconsultus, animadvertendum est ne conventio in alià re facta, in alià re noceat, quod sanè non haberi potest cum de majori re pactum trahatur ad minorem.

Ad illustrandum principium vulgò traditur et commentatur hoc exemplum: pactum fuerit ne dominus à colono quid peteret propter justam causam, v. g. si colonus propter vim majorem eos fructus ex fundo lucratus non est, quos lucrari debuerat, nihilo-minùs colonus à domino petere potest sibi frui licere.

SECTIO III.

Quando cessent pactorum effectus.

XLVI. Cessat pactorum effectus cùm posterius priori pacto contrarium invenitur: undè statuit imperator Alexander pacta novissima servari oportere, tam juris quàm ipsius rei æquitate suadente: undè si pactus sim tecum ne pecuniam à te peterem quam mihi debes, postea in contrarium pacti sumus, id est, ut mihi petere

liceat, si tecum agam et excipias tu, vel quandoque tuū fidejussor, ut itā demum mihi condemneris *si non convenerit ne ea pecunia peteretur*; nocet mihi exceptio; convenit enim itā; sed replicatio ex posteriore pacto convento datur mihi hoc modo: *si non postea convenerit ut eam pecuniam petere liceat.*

XLVII. Illud autem non impedit quin aliquoties ipso jure et non tantum exceptionis ope prius tollatur pactum.

PARS ALTERA.

QUÆSTIONES PRÆCIPUÆ

I.

Si unius debiti plura sint chirographa apud creditorem an unius redditione censeatur obligatio remissa? Ex facto pendet.

II.

An omne pactum inter ægrotum et medicum à lege romanā reprobetur? Non.

III.

Cum possessor alienæ hæreditatis pactus est, hæredi, si evicerit, nocere vel prodesse potestne?

Negativa placet.

IV.

Ex his causis quæ inficiatione duplantur pacto decidine possit? Non.

V.

Procurator omnium bonorum potestne actionem domini animo donandi remittere? Non.

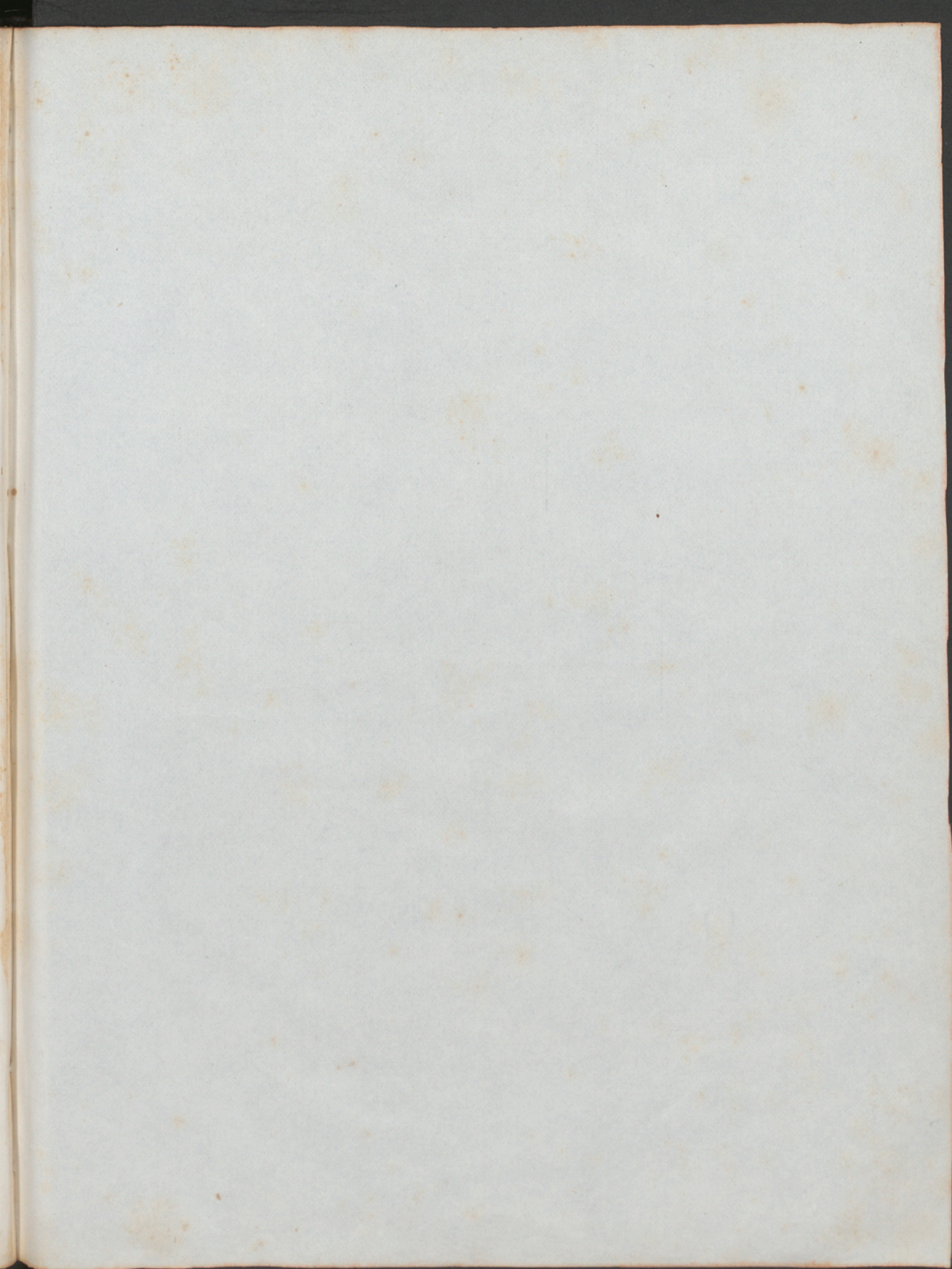
VI.

An valeat pactum inter duos ut uter prior matrimonium contraxerit alteri pecuniam ut pœnam præstet? Non valet.

Vu;

*Le Président à la Cour Royale ,
chargé provisoirement des fonctions d'inspecteur général des écoles de droit ,
Président du Concours.*

Garrisson.



VI.

An valeat pactum inter duos ut uter prior matrimonium contraxerit alteri pecuniam ut poenam præstet? Non valet.

Vu;

*Le Président à la Cour Royale ,
chargé provisoirement des fonctions d'ins-
pecteur général des écoles de droit ,
Président du Concours.*

Garrisson.

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



